



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU FINISTÈRE

Préfecture

Direction de l'animation
des politiques publiques

Bureau des installations classées

INSTALLATION CLASSÉE POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
SOUMISE À DÉCLARATION

RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION

N° 2015-43/D du 7 juillet 2015

Le Préfet du Finistère
Officier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

VU le code de l'environnement, notamment les titres II et IV du livre Ier, le titre Ier du livre II et les titres Ier et IV du livre V et notamment les articles L 512-11, L513-1 et R 512-47 à R 512-54,

VU l'annexe à l'article R 511-9 du code de l'environnement susvisé constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté du 23/08/05 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées ;

VU la déclaration du 24 avril 2015 du directeur de la société DUC SA dont le siège social est situé 2, grande rue à CHAILLEY (89770) pour son établissement sis ZI de Kérandréo à RIEC-SUR-BELON relative au remplacement d'un stockage de fioul domestique par du gaz naturel liquéfié situé à la même adresse ;

VU l'avis de l'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées (DDPP) du 23 juin 2015 ;

CONSIDÉRANT que l'installation projetée relève de la procédure de déclaration avec contrôles périodiques prévue par le titre I du livre V du code de l'environnement susvisé ;

DONNE ACTE

À la société DUC de la déclaration susvisée.

L'activité récapitulée dans le tableau suivant, est soumise aux prescriptions de l'arrêté qui y est mentionné et dont un extrait est joint au présent récépissé :

Rubrique	Régime	Libellé avec seuils	Nature de l'activité et volume déclarés	Arrêtés de prescriptions générales
4718-2	DC	<p>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL et biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène).</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t.</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i></p>	<i>Quantité totale : 24 tonnes</i>	<p>Arrêté ministériel du</p> <p>23/08/05</p> <p>(texte joint)</p>

DC : déclaration avec contrôle.

* : L'exploitant est tenu de faire réaliser le premier contrôle périodique des installations **dans les six mois** suivant leur mise en fonctionnement dans les conditions des articles R 512-55 à R 512-60 du code de l'environnement et selon les modalités fixées par l'arrêté de prescriptions générales mentionné en référence.

Ces équipements sont implantés :

Section ZC 129 – ZI de Kérandréo - commune de RIEC-SUR-BELON

Le déclarant est par ailleurs informé de ce qui suit :

La demande de dérogation pour ne pas mettre en place la rampe d'arrosage exigée à l'article 4.2.C de l'annexe I de l'arrêté du 23/08/05 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumise à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées **n'est pas accordée**.

1°)

- Les installations seront implantées et réalisées conformément aux plans joints à la déclaration, sous réserve des dispositions réglementaires en matière de permis de construire.

La déclaration cessera de produire effet lorsque les installations n'auront pas été mises en service dans un délai de 3 ans ou lorsque leur exploitation aura été interrompue pendant plus de deux années consécutives.

2°)

- L'exploitant devra satisfaire aux lois et règlements en vigueur et à intervenir sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

3°)

- Conformément aux dispositions du titre I du livre V du code de l'environnement :

a) l'exploitant, s'il veut obtenir la modification de certaines prescriptions applicables à son installation, doit adresser une demande au préfet (bureau des installations classées). Les dérogations éventuelles sont, dans ce cas, accordées par arrêtés pris sur le rapport de l'inspecteur des installations classées après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

b) toute modification apportée par l'exploitant à l'installation à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet ;

- c) tout transfert d'une installation soumise à déclaration sur un autre emplacement nécessite une nouvelle déclaration ;
- d) lorsqu'une installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration ;
- e) lorsqu'une installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était déclarée, son exploitant doit en informer le préfet dans le mois qui suit cette cessation. L'exploitant doit remettre le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 511-1 du code de l'environnement.
- f) l'exploitant d'une installation soumise à déclaration est tenu de déclarer sans délai à l'inspecteur des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation ;
- g) lorsqu'une installation a fait l'objet d'une mesure de suppression de fermeture ou de suspension, l'exploitant est tenu de prendre toutes dispositions nécessaires pour la surveillance de l'installation, la conservation des stocks, l'enlèvement des matières dangereuses, périssables ou gênantes, ainsi que des animaux se trouvant dans l'installation ;
- h) l'exploitant qui désire remettre en activité un établissement mis momentanément hors d'usage par suite d'un incendie, d'une explosion ou de tout autre accident résultant des travaux techniques d'exploitation doit, suivant la classe à laquelle appartient son établissement, se pourvoir d'une autorisation nouvelle ou faire une nouvelle déclaration.

4°)

- Ledit récépissé est délivré sous réserve du droit des tiers.

5°)

- Le présent récépissé peut faire l'objet :
- de la part de l'exploitant, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de RENNES, dans un délai de deux mois à compter de la notification du récépissé,
- de la part des tiers, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de RENNES, dans un délai d'un an à compter de l'affichage dudit récépissé, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation.

6) IMPORTANT :

- Le présent récépissé ne dispense pas, le cas échéant, de l'obtention des permis ou autorisation exigible par ailleurs, tels que permis de construire, autorisation d'occupation du domaine public maritime, permission de voirie, autorisation de prise d'eau, application des dispositions des P.L.U., etc...

Pour le Préfet,
Le chef de bureau,



Brigitte MERCIER

DESTINATAIRES :

- M. le Maire de RIEC-SUR-BELON
- Mme l'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées DDPP
- M. le directeur de la SA DUC